

Pour ce faire, toutefois, nous devons nous attaquer à un problème de taille qui a un impact sur la confiance: en deux mots, la confiance présuppose le respect des engagements. À l'évidence, certains pays représentés ici aujourd'hui n'ont pas respecté bon nombre des engagements qu'ils ont assumés à Helsinki et à Madrid; en fait, dans certains cas, la situation s'est détériorée depuis 1975. On a ainsi perdu une excellente occasion de renforcer la sécurité et la coopération en Europe. Mais, chose plus grave, en n'exécutant pas les engagements qu'ils ont pris au niveau politique le plus élevé, ces pays ont contribué non pas à raffermir mais plutôt à saper la confiance dans le processus de la CSCE et, dans une large mesure, la confiance dans leur volonté réelle de respecter leurs autres engagements.

Certains pays participants ont récompensé de peines d'emprisonnement ou d'exil et d'autres formes de punition des gens dont le seul vrai crime aurait été d'avoir cru que nous étions tous sincères lorsque nous nous sommes engagés en 1975 - et je cite l'Acte final - à respecter "les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion et à confirmer "le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence." Dans certains pays, la politique nationale ou l'intransigence bureaucratique empêchent des milliers de personnes d'avoir des contacts réguliers avec des membres de leur famille dans d'autres pays, d'avoir régulièrement accès à la culture et à l'information de l'extérieur, ou encore de quitter leur pays si elles le désirent. Enfin, nous ne saurions oublier que, depuis sept ans déjà, un État participant viole pratiquement tous les principes qui régissent les relations entre États par le maintien de son intervention militaire en Afghanistan.

Pour que la réunion de Vienne contribue à rétablir la confiance plutôt qu'à en accélérer le déclin, il faut que ces pays nous signalent clairement leur intention de respecter dorénavant les engagements contractés, de façon soutenue et visible, et qu'ils prennent à cette fin des mesures réelles. Pour bon nombre de Canadiens, les progrès réalisés à Vienne et la confiance dans le processus de la CSCE dépendront principalement de la mesure dans laquelle il sera possible de concilier la contradiction entre les actions de ces pays et le désir de détente qu'ils professent.

Des progrès à cet égard seraient significatifs, et peut-être suffisants pour que nous considérions cette réunion comme un succès. Mais nous aimerions si possible